

TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE



**mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire
Internationaliste d'Algérie**

. 2 F.

N° 39

1 mars - 1 avril 1980

3^{ème} GUERRE MONDIALE :

**UNE SEULE ALTERNATIVE :
LA REVOLUTION !**

p. 3

ALGERIE

**PENURIES ET HAUSSE DES PRIX :
LA BOURGEOISIE RESPONSABLE !**

POINTS DE VENTE :

Librairie du Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5ème.
 Librairie Arabe : 2 rue St Victore, 5ème.
 Librairie Rouge : 10 impasse Guéménée, 4ème.
 Présence Africaine : 16 rue des Ecoles, 5ème.
 L'Harmattan : rue des 4-Vents, 5ème.
 Beaux-Arts Monde : 410 rue Gay-Lussac, 6ème.
 Lib. "Le temps des cerises" : 16 rue Gustave Simon, 54000 NANCY.
 Librairie 33 : rue St James, BORDEAUX.
 Librairie Quotidienne : 5 rue du Félibre-Gaut, 13100 AIX-EN-PROVENCE.
 Librairie 71 : 29 rue Jean Jaurès, 44 NANTES.
 Librairie LIRE : rue Sainte, MARSEILLE.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE,
S'ADRESSER A :

T.I.L.
 29 rue Descartes
 75005. PARIS.
 (Ne spécifier que T.I.L.)

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

- 48 fr. l'année, en timbres poste, (24 fr. de mensuel + 24 fr. de frais d'envoi).
- Pour l'étranger, écris-nous.

NOUS VOUS RAPPELONS QUE NOUS NE POUVONS PAS ACCEPTER LES CHEQUES.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

- p 3,4,5,6 : Troisième guerre mondiale : une seule alternative, la révolution !
 p 7,8 : Rhodésie : une situation inextricable.
 p 9,10 : L'impérialisme russe en Afghanistan, les impérialismes US et français en Tunisie.
 p 10, 11 : Jeux Olympiques : l'hypocrisie de Carter et Cie.
 p 12,13 : Grande-Bretagne : les travailleurs de l'acier contre Thatcher.

IMMIGRATION

- p 14,15 : L'informatique contre les travailleurs immigrés.

ALGERIE

- p 16 à 19 : Pénuries et hausses de prix : la bourgeoisie responsable.
 p 20 : Les aveux... de l'UGTA.

Dernière page : QUI SOMMES-NOUS ?

INTERNATIONAL

3ème guerre mondiale :

une seule alternative :
la révolution !

L'intervention de l'impérialisme russe en Afghanistan a suscité, ^{du moins} sinon une véritable psychose de guerre, toute une campagne alarmiste. Les déclarations bellicistes de Carter affirmant que les USA n'hésiteraient pas à intervenir militairement au cas où l'URSS s'attaquerait à l'Iran, comme celles de Giscard et d'autres dirigeants ont largement contribué à aggraver le climat général d'inquiétude. L'inquiétude est d'ailleurs d'autant plus grande que c'est sur un fond général de crise économique que ces bruits de bottes se font entendre. Peut-on donc penser que nous nous trouvons à la veille du déclenchement d'un troisième conflit mondial généralisé ?

L'Afghanistan, une cause de guerre ?

Il est difficile de penser que l'invasion russe constitue en elle-même une cause de guerre mondiale. D'une part, l'importance économique et même stratégique de l'Afghanistan est limitée -même si elle n'est pas négligeable- d'autre part et surtout, l'intervention ne change pas véritablement la situation de ce pays qui, depuis des années, était déjà dans l'orbite de l'URSS. Le régime du dictateur Amin renversé par les chars russes se réclamait de l'alliance avec l'URSS tout comme celui qui lui a succédé. Même les régimes précédents du dictateur militaire Daoud et du roi Abdullah entretenaient les meilleures relations avec l'URSS, qui dominait très largement économiquement le pays et formait déjà dans ses écoles les cadres militaires de l'armée afghane. L'intervention russe ne modifie donc pas le rapport de force mondial au détriment des impérialismes rivaux.

Il reste que c'est la première fois depuis la seconde guerre mondiale que l'armée russe intervient à grande échelle en dehors de la zone d'influence qui lui a été concédée dans le cadre des accords de Yalta. Les représentants de l'impérialisme américain peuvent donc avoir jugé utile de manifester leur mécontentement devant cette intervention, mais de là à déclencher une guerre mondiale, il y a véritablement un fossé. Les manifestations de mécontentement des USA sont en tout cas largement amplifiées pour des raisons électorales évidentes par l'équipe de Carter, dont les déclarations bellicistes ont fait remonter la cote. De même Giscard a lui aussi cherché à amplifier l'importance de la crise internationale pour des raisons de politique intérieure.

Il convient donc de ne pas se laisser intoxiquer par toutes ces déclarations et le battage de la presse.

Des causes d'affrontement beaucoup plus importantes

Si on examine l'histoire récente, on constate que, dans plusieurs situations des bouleversements beaucoup plus importants que l'intervention russe en Afghanistan se sont produits, et que les rapports entre l'impérialisme américain et son rival

.../...

russe ont été plus tendus.

Ce fut le cas par exemple au moment de la guerre de Corée où soldats américains et conseillers militaires russes se trouvaient carrément face à face (ce qui n'est pas le cas en Afghanistan). Ce fut le cas également au moment de l'affaire des fusées livrées à Cuba par Kroutchev et que les USA contraignirent les russes à réembarquer sous la menace d'un ultimatum.

Le revirement d'alliance de grands Etats comme la Chine, l'Inde ou l'Egypte a constitué enfin des bouleversements du rapport de force mondial bien plus importants que le passage de l'Afghanistan sous le contrôle direct de l'armée russe.

Ces situations n'ont pourtant pas suffi à déclencher un conflit mondial : on peut donc en déduire que l'Afghanistan pourrait servir de prétexte à une guerre mais pas en constituer la cause fondamentale.

Trente ans de relative prospérité... de massacres et de génocides

Ce qui, depuis une trentaine d'années, a permis d'éviter une guerre généralisée (car les guerres locales par peuples interposés n'ont jamais cessé) dans les Etats capitalistes avancés, c'est la relative prospérité du capitalisme et son expansion depuis la seconde guerre mondiale. Cette expansion a elle-même été rendue possible par les destructions gigantesques des deux guerres mondiales et la défaite généralisée de la classe ouvrière. Ces deux guerres, la première ayant été interrompue par le mouvement ouvrier, ont permis un repartage du monde et un nouvel équilibre provisoire.

Dans le cadre de cette situation de prospérité qui a régné après la seconde guerre mondiale, aucune des grandes puissances impérialistes n'avait de raison de se lancer dans un conflit mondial qui lui aurait coûté bien davantage qu'elle lui aurait rapporté.

Pour que les classes dominantes d'une grande puissance se lancent en effet aujourd'hui dans un conflit mondial avec tous les risques et inconvénients que cela comporte, il faut qu'elles n'aient plus d'autre solution, qu'elles y soient acculées, par une crise économique de grande ampleur, des problèmes intérieurs très graves ou une modification catastrophique du rapport de force international en faveur d'une des bourgeoisies concurrentes.

Par exemple, en 1914 et en 1939, l'impérialisme allemand qui étouffait dans ses frontières est entré en guerre pour imposer un repartage du monde et en particulier des empires coloniaux ; il existait un décalage entre sa puissance économique et militaire et l'importance limitée de son empire. L'impérialisme américain est intervenu deux fois dans le conflit européen pour empêcher que se constitue un puissant empire allemand susceptible de rivaliser avec lui. Quant à l'impérialisme japonais, c'est le blocus américain (véritable guerre économique) qui l'a contraint à entrer en guerre contre un ennemi pourtant plus puissant.

Mais, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, malgré les importants bouleversements, les intérêts vitaux des principales puissances impérialistes n'ont jamais été frappés au point d'entraîner une guerre : en raison de la prospérité générale du capitalisme mondial, les difficultés entraînées, par exemple, par les défaites de l'impérialisme français en Indochine et en Algérie, de l'impérialisme américain en Corée et au Vietnam n'ont pas provoqué de crise majeure.

De son côté, l'impérialisme russe a réussi à mater sans coup férir toutes les révoltes qui se sont déroulées dans sa zone d'influence - Allemagne de l'Est en 1953 et Hongrie en 1956 notamment - ceci avec l'assentiment de l'impérialisme occidental qui n'a pas cherché à utiliser la situation pour s'attaquer à son rival.

.../...

Les conflits -même s'ils ont abouti à d'effroyables génocides comme au Vietnam- ne se sont déroulés que sur les territoires d'Etats tiers, ne représentant qu'un enjeu, sinon limité, du moins d'une importance sans commune mesure avec celle des Etats capitalistes développés d'Europe. Ces conflits se sont d'ailleurs déroulés dans le cadre de règles de jeu cynique visant à maintenir les massacres dans certaines limites acceptables par chacun des grands Etats qui tirent les ficelles, certains coups étant autorisés, d'autres étant interdits par des conventions tacites sinon explicitement négociées, dans le cadre de discussions secrètes que nous ignorerons peut-être toujours...

La crise et la guerre

Une guerre mondiale ne se déclenchant pas par hasard, sur un coup de tête d'un homme politique ou sur une fausse manoeuvre d'un général aventurier et belliciste, pour que la situation de "co-existence pacifique" et de conflits locaux qui a prévalu depuis 1945 change, il faut qu'un élément nouveau et décisif entre en jeu. Cet élément ne peut être qu'un résultat de la crise économique.

De quelle façon la crise économique pourrait-elle entraîner un conflit mondial généralisé ?

- La crise favorise dès aujourd'hui la "destabilisation" des Etats les plus faibles, suscite de puissants mouvements de révolte (Nicaragua, Iran, etc.) qui favorisent des retournements d'alliances. Il n'est pas impossible que de tels retournements d'alliances tolérables par les différentes puissances impérialistes dans une période de prospérité deviennent une cause de conflit dans une situation de crise, par exemple s'ils portaient sur des zones stratégiques telles que les Etats producteurs de pétrole. On peut cependant également supposer que, tant qu'une des grandes puissances impérialistes ne sera pas elle-même frappée par une crise sans autre issue, l'intérêt des grands Etats sera de trouver un compromis plutôt que d'acculer le rival au conflit généralisé. Telle est en tout cas la politique qui a toujours été menée de part et d'autre...

- La crise peut aussi entraîner tôt ou tard de grands Etats capitalistes à prendre des mesures protectionnistes qui lèsent gravement leurs concurrents. Bien que les politiciens et capitalistes soient conscients du danger et répètent continuellement qu'ils entendent tout faire pour éviter une telle situation, on ne peut l'exclure. De telles mesures pourraient par exemple être prises un jour ou l'autre par les USA à l'encontre du Japon ou de la RFA dont la compétitivité des marchandises au détriment des USA ne cesse de croître sur le marché mondial. On pourrait alors pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale assister à un retournement d'alliance touchant un grand Etat capitaliste occidental, c'est-à-dire frappant les intérêts vitaux des USA en bouleversant le rapport de force avec l'impérialisme russe, un Etat frappé par de telles mesures protectionnistes n'ayant plus d'autre solution que de se retourner vers l'URSS pour tenter de faire valoir ses intérêts. C'est un exemple de situation qui pourrait conduire à la troisième guerre mondiale.

- Une situation comparable peut également prendre naissance dans le bloc dominé par l'URSS. Les "Démocraties populaires" -RDA, Pologne, Hongrie- sont particulièrement durement frappées par la crise économique. Cette crise, en "destabilisant" ces Etats et en accentuant leurs tendances centrifuges par rapport à l'impérialisme russe peut porter atteinte aux intérêts vitaux de ce dernier. Certes l'impérialisme occidental est toujours demeuré passif quand l'URSS est intervenue pour maintenir les Etats de l'Est sous sa botte ; mais, si un véritable conflit se déclenchait à l'Est, le contrôle de la situation pourrait finir par leur échapper.

- On peut envisager enfin une situation où l'un des deux super-grands choisirait la fuite en avant militaire pour échapper à ses difficultés intérieures. Des mouvements ouvriers puissants constitueraient sans doute un frein à la guerre, dans la mesure où les bourgeoisies n'oseraient probablement pas se lancer dans un conflit sans avoir assuré leurs arrières ; mais elles peuvent par contre être tentées de devancer de tels mouvements en déclenchant un conflit susceptible de favoriser l'Union Nationale.

L'examen de la situation mondiale montre manifestement que nous n'en sommes pas là. Il est significatif par exemple qu'aucun grand Etat n'a à ce jour pris de mesures protectionnistes comparables à celles qui se généralisèrent lors de la crise de 1929. Le niveau de la crise est lui-même relativement limité (du moins dans les grands Etats capitalistes avancés) si on le compare également avec la situation de 1929 qui avait vu la production chuter de 30 à 50 %. A moins que la crise économique connaisse une brusque accélération, il n'y a donc aucune raison de penser que la troisième guerre mondiale soit immédiatement proche. Même d'ailleurs si la crise s'approfondissait brusquement, on peut supposer qu'il faudrait un certain délai pour que se mettent en place les mécanismes politiques et militaires nécessaires pour la guerre. Aucun Etat n'a pas exemple aujourd'hui non plus militarisé son économie comme ce fut le cas de l'Allemagne et du Japon avant la seconde guerre mondiale.

Le fait qu'il n'existe pas dans la situation présente de probabilités de déclenchement d'une guerre mondiale et que l'Afghanistan n'en constitue pas une cause ne doit pas pour autant masquer qu'une telle guerre est inévitable à terme si la classe ouvrière ne l'empêche pas. Tous les raisonnements qui tablent sur l'esprit de responsabilité des hommes d'Etat ou sur l'effet dissuasif des armes nucléaires relèvent de la naïveté : les stratèges de tous les camps qui sont beaucoup moins naïfs n'hésitent pas à calculer cyniquement le nombre de morts que feraient les premières vagues de fusées et à prendre des dispositions en conséquence !

Sans succomber aux campagnes d'affolement menées par certains gouvernements pour mieux faire accepter la crise aux travailleurs, les révolutionnaires ne doivent donc pas cacher que le prolongement de l'existence du capitalisme fait courir le danger d'un holocauste mondial. De telles explications sont d'ailleurs surtout nécessaires pour les peuples des Etats capitalistes riches ou relativement riches qui ont pu échapper depuis quelques décennies aux massacres qui déchirent une large part des pays "sous-développés". Pour les peuples de pays comme le Cambodge, l'Erythrée, le Liban ou l'Afghanistan le déclenchement d'un conflit mondial ne changerait pas grand chose à leur existence quotidienne ...

Si la classe ouvrière ne met pas fin au système capitaliste, c'est le sort de ces peuples martyrs qui guette tous les autres, y compris ceux qui ont oublié les horreurs de la guerre depuis deux générations. Pour ne pas subir ce sort, les travailleurs, s'ils n'ont pas pu empêcher la guerre par la révolution, devront refuser de se laisser enrôler dans un camp ou dans l'autre quels que soient les prétextes invoqués pour les envoyer à la boucherie et s'organiser pour retourner les armes qu'on leur mettra dans la main contre leur propres exploités.

RHODESIE

Une situation inextricable

A Londres, patronnés par le premier ministre conservateur Thatcher, viennent d'être signés les accords entre le gouvernement rhodésien et les organisations de guerillas nationalistes noires, ZAPU et ZANU.

- La Rhodésie, comme l'Afrique du Sud, est un Etat ségrégationniste.

En Rhodésie comme en Afrique du Sud, une minorité blanche exploite féroceement une majorité de Noirs. Deux cent mille blancs oppriment 5 millions de Noirs qui n'avaient aucun droit. En 1965, la minorité blanche a rompu avec l'Angleterre qui était l'ancienne puissance coloniale. L'impérialisme britannique jugeait à l'époque qu'un certain "aménagement" du statut colonial était nécessaire pour éviter toute révolte noire, qui aurait pu compromettre ses intérêts.

Après la "cessession", la Grande Bretagne et l'ensemble des puissances impérialistes décidèrent un boycott économique de la Rhodésie. En réalité, il n'en fut rien. L'Etat raciste continua à être approvisionné par les pays impérialistes, URSS comprise. Mais la population noire ne resta pas passive. Des mouvements de guerillas se constituèrent. Encouragés par l'indépendance du Mozambique, ils mirent à mal l'armée rhodésienne. Les pendoisons et les razzias contre les zones noires soupçonnées d'infiltrations de guerilleros, pas plus que le recrutement de mercenaires européens, voire l'appel aux troupes sud-africaines ne permirent au gouvernement raciste de Salisbury de défendre efficacement les privilèges des colons blancs. Le dictateur blanc Ian Smith laissa même la place dernièrement à un évêque noir Muzorewa qui devait servir de potiche. Cette ultime manoeuvre (la situation n'étant évidemment pas changée quant au fond) s'avéra inefficace et n'handicapa en rien la guérilla.

- Les intérêts de l'impérialisme et des petits blancs.

Contraints et forcés, les racistes rhodésiens ont du cependant accepter de négocier avec les nationalistes, comme l'avaient préconisé les gouvernements des pays impérialistes, notamment la Grande-Bretagne. Les troubles et l'insécurité qui résultaient de l'action des guerillas nationalistes ne permettaient pas aux grands trusts capitalistes internationaux de tirer profit dans des conditions optimales des richesses de la Rhodésie. Ils y mirent le holà. Incontestablement, leurs intérêts étaient en contradiction avec ceux des colons blancs qui ne voulaient aucune modification de la situation. Les trusts par contre n'auraient pas été défavorables à une solution de "moindre mal": l'arrivée d'une bourgeoisie noire docile qui leur permettrait de conserver l'essentiel de leur domination économique. .../...

Parallèlement, les nationalistes qui jusqu'alors refusaient tous pourparlers, durent eux aussi mettre de l'eau dans leur vin. Les pressions qu'exerçaient sur eux les Etats voisins, Mozambique et Zambie, ainsi que la Tanzanie notamment, les amenèrent à s'asseoir à la table de négociation.

La Zambie et le Mozambique permettaient aux guerilleros d'avoir sur leur sol des bases d'entraînement et de repli. Mais les incursions militaires de la Rhodésie dirigées contre les camps de guerilleros installés dans ces pays limitrophes, s'accompagnaient généralement aussi d'attaques contre les économies de ces pays. Cela, conjugué au chantage des pays impérialistes qui mettaient comme condition à la poursuite de leur aide (Zambie, etc.) la diminution voire l'arrêt de leur soutien aux nationalistes, nous avons là l'explication de la collaboration des bourgeoisies des Etats dits de la première ligne avec les plans britanniques sur le Zimbabwe.

- Un accord qui ne règle rien.

L'accord qui a été conclu à Londres entre le gouvernement blanc de Ian Smith (Muzorewa n'ayant aucun pouvoir réel) et les principaux chefs des mouvements de guerillas (ZANU et ZAPU), prévoit principalement l'arrêt des hostilités, des élections pour la constitution d'un parlement où les Blancs sont assurés d'avoir 20 % des sièges, le maintien de l'armée et de la police, de l'administration civile et judiciaire existantes et dirigées par les Blancs.

Le regroupement des guerilleros dans divers camps prévus à cet effet, et en fin de compte l'engagement de la Grande Bretagne à faire respecter l'accord en envoyant un Gouverneur qui dirigera le pays jusqu'à la "normalisation" de la situation, constituent aussi cet accord.

Nous n'avons à l'heure où nous écrivons aucune indication sur le résultat des élections, mais nous pouvons dire que quelle qu'en soit l'issue, les facteurs de conflits demeurent. La présence sur le terrain de groupes armés représentant les différents protagonistes risque à tout moment de se traduire par la reprise des affrontements. Si nous admettions l'hypothèse où ce sont les Blancs et le fantoche Muzorewa qui obtiennent la majorité (en trahissant le scrutin), il est fort peu probable que les nationalistes acceptent de se laisser passivement écarter. Dans le cas contraire, il y a tout lieu de croire que ce seront les Blancs qui refuseront à Mugabe (ZANU) et à Nkomo (ZAPU) le pouvoir. Ceci d'autant plus que l'armée et la police restent aux mains des racistes. On peut aussi imaginer un affrontement entre les deux mouvements nationalistes rivaux...

Comme on le voit, la situation est inextricable et ne pourra se régler que par des affrontements. Le colonialisme qui a sévi pendant plus d'un siècle dans cette région en est responsable. Les travailleurs rhodésiens et l'ensemble de la population noire soutiennent les nationalistes bourgeois. Il est évident que Mugabe et Nkomo n'ont pour objectif que l'instauration d'un Etat bourgeois. Même si nous dénonçons les nationalistes pour ce qu'ils sont, nous n'en souhaitons pas moins la défaite du régime raciste. Cela permettrait aux exploités de la région de retrouver une dignité dont ils sont privés depuis plus d'un siècle.

L'impérialisme russe en Afghanistan, les impérialismes US et français ... en Tunisie

Le 27 janvier dernier, la ville de Gafsa en Tunisie était investie par un commando affirmant appartenir à une " Résistance Armée Tunisienne ". Une cinquantaine d'hommes d'après le pouvoir, 3 à 4000 d'après les témoins, armés pour tenir un siège, s'emparaient par surprise de certains points stratégiques de la ville : casernes, commissariats, etc. En quelques heures, la ville était aux mains des assaillants ; ceux-ci invitaient la population à prendre les armes qu'ils avaient apportées, ou à rentrer chez elle. Ils appelaient les habitants à les aider dans leur tentative de contrôle de la ville.

Quelques jours plus tard, le coup de main ne semblait pas encore maté, des tirs éclatant encore par moments. Gafsa devait appeler des renforts des villes les plus importantes, et même de Tunis. Une semaine après, l'armée ratisait encore la région à Kasserine, à 120 km de Gafsa, où des caches d'armes avaient été repérées.

Bref, l'ampleur du dispositif militaire mis sur pied pour réprimer ce coup de force manqué, et surtout le silence (censure, minimisation outrancière des incidents) fait autour de cette ville minière du sud tunisien, le fait qu'encore aujourd'hui, aucun élément ne nous permette de mesurer l'ampleur de la popularité ou non de ce raid parmi les travailleurs de la région, les ratissages autour de la ville jusqu'à plus de cent kilomètres, tout cela laisse penser que les incidents de Gafsa ont été plus graves que ce qu'il en a filtré.

Pour preuve, l'ardeur de la bourgeoisie tunisienne à charger presque exclusivement la bourgeoisie lybienne, - qui semble d'ailleurs avoir une part importante de responsabilité dans l'affaire -, pour détourner du même coup l'attention des travailleurs tunisiens des affrontements internes.

- L'impérialisme français à la rescousse :

L'impérialisme français et les USA n'ont pas marchandé leur soutien à la dictature tunisienne : Transall, hélicoptères de combat, et 3 bateaux de guerre près des côtes tunisiennes de la part de la bourgeoisie française, ainsi que 3 bâtiments de celle de la 6ème flotte américaine, cela immédiatement après l'appel de Bourguiba. Le moins que l'on puisse dire, c'est que lorsque ses intérêts sont en jeu (et ceux de la bourgeoisie française par exemple sont très importants en Tunisie : OTEP, PUK, Thomson, etc. comptent parmi les trusts qui investissent dans ce pays), l'impérialisme ne s'encombre pas de ces grands principes, comme ceux de "non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays", développé à l'encontre de l'impérialisme russe !

.../...

Quelle que soit l'aide de la Lybie ou de l'Algérie apportée au commando de Gafsa, ainsi que l'idéologie petite-bourgeoise et nationaliste de cette "Résistance armée tunisienne", c'est avant tout la dictature tunisienne que nous devons dénoncer, sa répression sanglante, et son musellement de toute tentative de grève, de résistance contre l'Etat policier.

N'oublions pas non plus qu'il faudra bien plus que quelques centaines de travailleurs pour prendre le pouvoir en Tunisie, comme dans tous les pays du monde, du reste ! C'est toute la classe ouvrière, hommes et femmes, à la tête des masses laborieuses, et cela internationalement, qui devront prendre les armes et s'organiser pour renverser la classe dominante !

Jeux Olympiques :

l'hypocrisie de Carter et Cie.

Les Jeux Olympiques de Moscou de juillet 1980 semblent relativement compromis : la bourgeoisie américaine, par mesure de rétorsion contre l'URSS à propos de l'invasion de l'Afghanistan, a posé un ultimatum à l'impérialisme russe pour sa participation aux Jeux Olympiques, selon lequel il devait évacuer l'Afghanistan avant le 20 février, ce qui n'a bien sûr pas été fait.

A la suite de l'impérialisme américain, un certain nombre de bourgeoisies se sont prononcées pour le boycott de ces Jeux : celle de Grande-Bretagne, du Japon, de RFA, d'Australie et du Canada. Des bourgeoisies arabes et africaines ont également participé à ce concert de protestations.

On a du mal à croire ces bourgeoisies, cependant, quand elles déclarent boycotter ces Jeux au nom de valeurs morales, des "droits de l'homme", etc. Les Etats-Unis, comme la France (sous le Front populaire) participèrent aux jeux de Berlin en 1936 en pleine connaissance des massacres de Juifs et de militants politiques orchestrés par l'Etat nazi. La Coupe du Monde de football en Argentine sous la sanglante dictature de Videla n'a pas non plus indigné les représentants des pays impérialistes...

La guerre du Vietnam, la guerre d'Algérie, les massacres dans les pays du Tiers-Monde, tout cela n'est pas fait non plus pour illustrer leur thèse des "droits de l'homme"...

.../...

En fait, Carter réalise avec ce boycott une opération de politique intérieure : les cris indignés contre l'URSS et son intervention en Afghanistan ont fait remonter sa cote auparavant menacée de président de la République, - chose appréciable à la veille des élections présidentielles aux USA. Cette attitude de "fermeté" a contribué à resserrer les rangs derrière lui. Elle représente aussi un pas de plus au sein des rivalités inter-impérialistes qui opposent les deux classes dominantes, URSS-USA.

Mais ne nous y trompons pas : les bourgeoisies qui sont contre le boycott ont aussi de juteux intérêts économiques à défendre dans cette affaire. Ainsi la bourgeoisie française, en se rendant à Moscou, a besoin de l'impérialisme russe et des pays de l'Est pour équilibrer sa balance commerciale. Par ailleurs, d'énormes capitaux sont en jeu pour l'infrastructure des Jeux Olympiques : les sociétés immobilières (hôtels à Moscou, etc.), les sociétés de télévision y sont engagées pour des centaines de millions de francs, etc.

Bref, bien plus qu'une affaire de sport et de "fraternité entre les peuples", les Jeux Olympiques sont avant tout une affaire de gros sous d'un grand enjeu politique. C'est pourquoi, nous révolutionnaires, ne sommes pas concernés par le fait que cette foire aux muscles ait lieu à tel endroit ou non : profitons simplement que les projecteurs sont dirigés vers Moscou par exemple, pour en dénoncer davantage, à l'occasion, son caractère impérialiste...

SIDERURGIE BRITANNIQUE

durs comme l'acier !

Thatcher ou Callaghan ce sera l'austérité. Les travailleurs anglais répondent : Thatcher ou Callaghan ce sera la lutte. Et quelles luttes !

L'année dernière, alors que les travaillistes étaient encore au pouvoir, les camionneurs avaient par leur lutte très dure donné le signal d'une grève quasi-générale, dont l'ampleur ne pouvait être comparée qu'aux grèves de 1926 qui, à l'époque, avaient durement mis à l'épreuve l'Etat britannique. Le contrat social qui prévoyait de limiter les augmentations de salaire à 5 % avait déjà subi des empiètements surtout dans les industries privées, et était de fait complètement remis en cause, ce qui ouvrait la voie à des luttes radicales des travailleurs.

Aujourd'hui, dans la sidérurgie britannique, les travailleurs ont repris le chemin de la lutte alors que ce sont les conservateurs qui ont le pouvoir. Le 2 janvier 1980 une grève générale des ouvriers de la sidérurgie a été déclenchée; elle se poursuit actuellement et s'étend même. A l'origine de ce mouvement, d'une part la diminution très importante du niveau de vie des ouvriers, mais surtout le plan de restructuration de la sidérurgie, rendu public en décembre 1979, qui prévoit le licenciement pur et simple du tiers des effectifs ouvriers (53 000 sur environ 15 000) de la British Steel Corporation, entreprise nationalisée, avant le mois d'août 1980!

Le mot d'ordre des grévistes est : 20 % pas moins ! La direction n'a proposé que 8 % d'augmentation (le 8 février elle proposait 12 %) et une prime de 4 % sous réserve d'accords locaux sur la productivité, dans les trois semaines. Tant pis pour elle ! La grève s'est étendue, et cela malgré le sabotage et les tentatives de découragement de la bureaucratie syndicale de la sidérurgie (ISTC) qui affirmait au départ qu'aucun conflit n'opposait les travailleurs aux entreprises privées, qui prétendait que la victoire ne serait pas possible et qu'il faudrait composer.

Les piquets volants sont interdits ? (ou "piquets secondaires" chargés de bloquer la production dans les entreprises qui ne sont pas en grève, mais qu'ils est nécessaire d'immobiliser). Les travailleurs les ont multipliés et renforcés (parfois ils étaient plus d'une centaine). Ils ont de fait réussi à entraîner dans la lutte les sidérurgistes du secteur privé.

Après avoir appelé à la grève dans le secteur privé le syndicat a retiré son mot d'ordre à la suite d'une décision de justice qui menaçait de prison ses responsables. Mais les travailleurs ont passé outre et le secteur privé est encore dans le coup : sur 44 aciéries 43 ont dû interrompre leur fabrication.

C'est aujourd'hui sous la menace d'une explosion ouvrière que la bureaucratie syndicale prévoit un mot d'ordre de grève au Pays de Galles. En effet, le plan de restructuration de la sidérurgie aurait pour conséquence la fermeture de Shotton, la réduction de la production de Port Talbot et Llanvern (soit 10 à 15 000 licenciements) sans compter que 33 % des mineurs perdraient leur emploi.

.../...

La lutte des sidérurgistes risque donc de s'étendre et de toucher d'autres secteurs comme ça a été le cas pour celle des routiers. Malgré plusieurs semaines de grève on ne peut d'ailleurs pas dire que ces derniers soient épuisés, puisque avec les cheminots ils sont solidaires des sidérurgistes et favorables aux piquets de grève qui leur sont envoyés. Les marins et les dockers font de même pour empêcher que l'acier importé parvienne aux usines qui pourraient ainsi reprendre leur production.

A la crise de l'acier qui touche de plein fouet l'industrie britannique et dont la bourgeoisie veut faire supporter les conséquences aux travailleurs, le prolétariat anglais oppose un vigoureux refus par ses luttes. Le plan de restructuration qui prévoit 53 000 licenciements en moins de huit mois est sans aucun doute le signe que le gouvernement Thatcher veut trancher dans le vif.

Il semble que ce sont les travailleurs qui trancheront dans les mois et années à venir. Même si le prolétariat anglais n'est pas défait de toutes ses illusions sur les syndicats, il a tout de même été l'un des plus combatifs d'Europe au cours des dernières années et il fait la preuve une fois de plus en étendant ses luttes aujourd'hui, que les travailleurs des autres pays capitalistes doivent suivre son exemple.

En fait, ce décret, comme le précédent du ministère de l'Intérieur, connu sous le nom de loi Bonnet, ne sont que des étapes de l'application du plan de renforcement du contrôle de l'immigration et de l'expulsion de certaines personnes de l'immigration. Dès la loi Bonnet, l'immigration a été soumise à l'ordre public, c'est-à-dire que tous les opposants politiques, les travailleurs combattifs, les militants politiques et les jeunes révoqués, ainsi qu'environ 400 000 - chiffres GED - dont la situation administrative est "irrégulière".

En permettant ainsi l'expulsion de nombreux immigrés, cette loi déplaçait le terrain pour l'application, après décision, des lois Stoltz-Boulin, qui seront discutées au printemps prochain au Parlement. - L'intervention administrative que légalisait la loi Bonnet a été déclarée anti-constitutionnelle, et annulée, mais cela ne change pas grand-chose à l'attitude du gouvernement et ne remet pas en cause les lois Stoltz-Boulin.

Ces lois prévoient à leur tour que la carte de résidence pour les étrangers à tout immigré dont les passeports "sont irréguliers ou insuffisants" que ces cartes seront remises en fonction de la "situation de l'emploi".

Ainsi, ce nouveau décret qui théoriquement ne devait entrer en application qu'après un autre décret instituant une carte unique d'identité d'étranger, en remplacement des cartes de travail et de séjour, est donc une arme de

IMMIGRATION

L'informatique

contre les travailleurs immigrés

Le ministre de l'Intérieur, Bonnet, tristement célèbre par la loi qu'il a fait voter sur l'immigration clandestine, s'apprête à signer un décret portant création "au ministère de l'Intérieur d'un système automatisé de délivrance des cartes d'identité et des cartes de résidents étrangers". L'application de ce décret, qui ne fait aucun doute, si des luttes suffisamment puissantes ne se développent pas, permettra à l'administration de réunir sur environ un million d'étrangers, une quarantaine d'informations dans chaque cas : leur situation de famille, leur état professionnel, les mesures administratives dont ils ont fait l'objet, etc. Par ailleurs, il est prévu que ce fichier informatisé sera interconnecté avec le fichier de police des "personnes recherchées" au ministère de l'Intérieur. C'est donc une véritable surveillance policière que permettront ces fichiers, qui feront apparaître en quelques secondes les assignations à résidence, les notifications d'expulsions, le statut de réfugié ou d'opposant politique, et tous les autres démêlés avec la police ou les services de l'administration française.

En fait, ce décret, comme le précédent du ministère de l'Intérieur, connu sous le nom de loi Bonnet, ne sont que les étapes de l'application du plan de renforcement du contrôle de l'immigration et de l'expulsion de centaines de milliers de travailleurs immigrés. Déjà la loi Bonnet prévoyait la possibilité d'expulser tous les étrangers qui représentent "une menace à l'ordre public" ou qui sont sans papiers (c'est-à-dire tous les opposants politiques, les travailleurs combattifs, les militants politiques et les jeunes révoltés, ainsi qu'environ 400 000 -chiffres CFDT- dont la situation administrative est "irrégulière").

En permettant ainsi l'expulsion de nombreux immigrés, cette loi déblayait le terrain pour l'application, après décision, des lois Stoléro-Boulin, qui seront discutées au printemps prochain au Parlement. - L'internement administratif que légalisait la loi Bonnet a été déclaré anti-constitutionnel, et annulé, mais cela ne change pas grand'chose à l'attitude du gouvernement et ne remet pas en cause les lois Stoléro-Boulin.-.

Ces lois prévoient à leur tour que la carte de résidence pourra être refusée à tout immigré dont les ressources "sont irrégulières ou insuffisantes", que ces cartes seront remises en fonction de la "situation de l'emploi".

Ainsi, ce nouveau décret qui théoriquement ne devait entrer en application qu'après un autre décret instituant une carte unique d'identité d'étranger, en remplacement des cartes de travail et de séjour, est donc une arme de

.../...

plus pour l'application efficace et cynique des lois Stoléru, qui parachève l'attaque contre les travailleurs immigrés. Des centres de traitement des informations sont déjà prêts et utilisables, notamment à Levallois Perret, Toulouse, Nancy, Valence, etc.

Par exemple, un gréviste de la Sonacotra pourrait être l'objet d'une expulsion parce qu'il n'a pas de papier attestant qu'il réside dans un domicile fixe (les gérants ne délivrent pas de certificat de résidence tant que les loyers ne sont pas réglés). Ou simplement parce qu'il a été convoqué par les renseignements généraux ou la police, comme ce fut le cas pour des délégués et résidents du foyer Romain Roland à St Denis.

Le contrôle de l'immigration devient ainsi une réalité de plus en plus dangereuse pour la classe ouvrière. D'ailleurs, s'il touche pour l'instant les travailleurs immigrés, il est possible que leurs camarades français en subissent les effets eux-mêmes plus tard. Ce même décret Bonnet prévoit la création d'une carte nationale d'identité informatisée. Le pouvoir prétend qu'elle sera facultative. C'est possible,.... dans un premier temps !

Laisser passer cette nouvelle attaque sans réagir serait donc pour les travailleurs français donner des armes à la bourgeoisie pour ficher demain tous les travailleurs, français comme immigrés. La seule solution pour les travailleurs est de s'opposer à la division, en luttant côte à côte contre les lois anti-immigrés.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS-IMMIGRÉS, UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE !

ALGERIE

Pénuries et hausses des prix

la bourgeoisie responsable

Le gouvernement algérien vient de relancer sa campagne de propagande "pour lutter contre la hausse des prix". Il met aussi sur pied un programme "anti-pénuries". A ces fins, il vient de créer un Comité National des Prix, et un Centre National du Registre du Commerce. A quoi serviront ces structures ? Quels sont les objectifs des "nouvelles" campagnes qu'il mène sur ces thèmes ?

- Les principales hausses des prix sont dues à l'Etat.

Le gouvernement algérien ne cesse de dénoncer la spéculation, d'accuser les petits commerçants d'être responsables de la hausse généralisée des prix. C'est une façon de cacher ses propres responsabilités dans l'inflation en Algérie (qui est officiellement de 15 à 16 % ; officiellement...!)

En fait, les produits dont le prix a le plus augmenté sont justement ceux qui grèvent le plus les bourses modestes des travailleurs : les marchandises de première nécessité (voir l'article sur les aveux de l'UGTA). Or ces augmentations sont essentiellement dues à la diminution des dépenses de l'Etat pour soutenir les prix de ces produits (diminution de 32 % de 1978 à 1979). Le sucre a ainsi augmenté de 60 %, le café de 200 %, il y a eu hausse des légumes secs et des autres produits céréaliers.

Evidemment, ce soutien des prix des produits de première nécessité, d'une façon générale, n'est nullement un acte de pure générosité, de la part de l'Etat algérien, mais une exigence pour éviter les explosions sociales que provoqueraient des hausses trop brutales. Un exemple ? L'Iran sous la domination du Shah et de sa dynastie recourait au même procédé !

L'augmentation des prix est aussi et principalement due à l'insuffisante quantité de produits de consommation courante : l'offre est bien plus faible que la demande. C'est la conséquence d'une production nationale inférieure aux besoins et non compensée par les importations. Le recours plus massif aux marchés étrangers pour ces produits viderait les caisses de devises de la bourgeoisie algérienne. Et ces devises, elle ne veut pas y toucher... sauf pour les produits de luxe ou les achats d'armement.

Enfin, il y a aussi la spéculation extraordinaire qui se développe en Algérie, spéculation d'ailleurs énorme en raison même de la pénurie générale des produits de consommation courante.

Il est certain que les commerçants privés font de bonnes affaires. Les grossistes profitent souvent des fêtes nationales ou religieuses pour stocker certains produits et les revendre plus cher par dessous le comptoir. Cependant, ils bénéficient de la collaboration de nombreux bureaucrates, même haut placés

.../...

qui leur procurent de grandes quantités de marchandises, et partagent ensuite les bénéfices. Ainsi, la dénonciation par la presse aux ordres des bureaucrates spéculateurs ne doit pas faire illusion.

- Les petits commerçants servent de bouc émissaire.

Une partie de la bureaucratie voit avec un mauvais oeil le fleurissement d'une couche de commerçants qui se renforcent : la spéculation à laquelle ils s'adonnent non seulement grève les bourses de la population au bénéfice de quelques fortunes disséminées, mais discrédite la bourgeoisie d'Etat elle-même, puisque les travailleurs la tiennent pour responsable de leurs conditions de vie en général. On comprend donc que malgré les réticences de ses membres les plus liés à la bourgeoisie privée, la bureaucratie mène une dure campagne contre les petits et moyens commerçants.

L'installation du Comité National pour les Prix pourrait traduire dans les faits cette campagne en pénalisant fréquemment les commerçants, ou bien, comme l'a suggéré à plusieurs reprises "El Moudjahid", en leur confisquant leur registre de commerce et leurs locaux.

- Qui organise les pénuries en Algérie ?

Cette campagne contre les petits commerçants se poursuit d'ailleurs sur le thème de la lutte contre les pénuries organisées par les grossistes, les maquignons, etc. L'Etat reconnaît bien qu'il a une part des responsabilités, mais il ne dit évidemment pas laquelle.

En fait, les principales raisons des pénuries sont d'abord à rechercher dans la compression de la consommation organisée par l'Etat lui-même. Pour édifier une industrie lourde, il a besoin de technologie, de produits finis (machines-outils, etc.), qu'il achète aux grands pays capitalistes, ce qui nécessite une réserve importante de devises. D'où l'exportation maximum et la réduction draconienne des importations que l'Etat algérien impose.

Les pénuries de pommes de terre, de tomates, de gaz, par exemple, sont en partie dues à l'exportation de ces produits.

Alors que l'Algérie doit importer près du quart des produits agricoles dont elle a besoin, l'une de ses quatre sources de devises les plus importantes est justement l'agriculture !

Ainsi, la cause principale des pénuries est l'accumulation primitive (l'industrialisation) que tente de réaliser l'Etat algérien, qui nécessite l'exploitation maximum de la population et donc la compression de la consommation. Cependant, il est sûr que les bourgeois du secteur privé commercial profitent de la situation, objectivement complices des bureaucrates, ne perdant pas une occasion pour spéculer, etc.

- La bourgeoisie algérienne veut utiliser toutes les possibilités du marché intérieur.

L'Etat algérien a construit un certain nombre d'industries légères dont la production doit se vendre en Algérie : textiles, industrie de la chaussure, produit de consommation courante. L'écoulement de ces marchandises suppose tout une structure de commercialisation. Elle est d'autant plus nécessaire que le fonctionnement des usines construites en dépend directement.

.../...

et que les produits fabriqués ne peuvent être écoulés sur d'autres marchés puisqu'ils ne supporteraient pas la concurrence. Or la structure commerciale en Algérie est très largement insuffisante : le secteur privé n'est composé que de petits commerces, et n'écoule pas assez rapidement les marchandises, sans compter la spéculation qu'il entretient ; quant au secteur commercial d'Etat, il est encore embryonnaire. Aujourd'hui il connaît une expansion avec la construction des "Souks El Fellah" (supermarchés), des boulangeries industrielles avec points de vente de l'Etat, et avec le développement d'un réseau de distribution pour chaque société nationalisée.

Mais ce secteur est encore insuffisant et, de plus, inefficace : le poids de la bureaucratie, par exemple, est source de nombreuses pénuries dues à la très mauvaise distribution des marchandises ; il n'est qu'à citer les ports algériens fameux pour l'engorgement systématique dont ils sont l'objet.

Ceci dit, en supposant que la commercialisation soit meilleure, cela ne changerait pas grand'chose au sort des travailleurs : la compression de leur consommation reste une constante de la politique de l'Etat bourgeois.

Mais le problème de la bourgeoisie est de rentabiliser les usines qu'elle a fait construire en exploitant au mieux le marché algérien.- à cause de la déficience du réseau de commercialisation, de la mauvaise maîtrise des technologies de pointe qui sont utilisées, et... de la crise, la production industrielle a d'ailleurs baissé, l'Etat lui-même le reconnaît).

Pour cela, il faut qu'elle prenne en main le secteur commercial par une "réforme du commerce". Les principaux instruments que la bourgeoisie s'est donnée pour cela sont :

- l'obligation pour tous les commerçants de s'immatriculer ou de se réimmatriculer : de cette façon, l'Etat pourra répartir territorialement les petits et moyens commerçants à sa guise ; il pourra aussi refuser son immatriculation à tout commerçant, soit parce qu'il spéculé à son seul profit, soit tout simplement parce que des "Souks El Fellah" sont prévus ou construits à l'endroit où il demande son installation.

- La création d'une carte de client, que doit posséder chaque commerçant et sur laquelle seront indiqués la destination des marchandises achetées aux sociétés nationales, et les prix pratiqués. Ainsi, c'est un contrôle sur presque tous les moments de la commercialisation que l'Etat met en place. Qu'il y parvienne est une autre histoire. Il faut compter non seulement avec la faiblesse des structures étatiques, mais aussi avec les liens d'une partie de la bureaucratie d'Etat avec la bourgeoisie privée, et enfin avec la résistance des commerçants (qui par exemple dans certaines villes refusent de fait de s'immatriculer).

- Le développement d'un secteur commercial d'Etat ("Souk El Fellah" et points de vente des sociétés nationales).

- L'installation d'un comité national des prix qui prendra prétexte de la spéculation des commerçants pour diminuer le rôle du secteur privé. Plusieurs bureaucrates ont, par le biais de la presse nationale, regretté que les sanctions soient trop faibles et ont préconisé la confiscation des locaux, et même l'installation dans des locaux d'Etat des "honnêtes commerçants".

.../...

Que la réorganisation du secteur commercial soit menée à bien ou non, que le secteur commercial d'Etat tende à dominer ou non le secteur privé, les causes fondamentales des pénuries ne disparaîtront pas; la hausse des prix continuera. La propagande de l'Etat algérien.

Il apparaît en fin de compte que le régime, en faisant campagne contre les petits commerçants (qui seraient les seuls responsables des hausses de prix et des pénuries) a plusieurs objectifs :

- désigner à la colère des masses qui supportent de moins en moins la dégradation de leurs conditions d'existence les petits commerçants qui font ainsi office de bouc émissaire.

- étendre le contrôle de la bourgeoisie d'Etat sur le secteur commercial comme le montrent les mesures que nous venons d'énoncer plus haut. Cette extension du contrôle de l'Etat permettra à la bourgeoisie bureaucratique, en s'appropriant une partie du surproduit social qui revenait à la bourgeoisie privée du secteur commercial, d'accroître ses capacités d'investissement...

Quant à la hausse des prix et aux pénuries, elles continueront à exister tant que le capitalisme règnera en Algérie.

Ce ne sont pas les mesures qui ont été prises par la clique au pouvoir qui changeront quoi que ce soit de ce point de vue. Les hausses de prix et les pénuries sont la conséquence de la volonté d'accumulation des bourgeois, (qui pour ce faire tentent par tous les moyens de réduire la consommation des masses.) Pour les travailleurs, pénuries et hausses des prix sont synonymes de capitalisme. Pour en finir avec la misère et l'exploitation, il nous faut abattre le système barbare qui les engendre.

Les aveux --- de l'UGTA

"Les conditions de vie des travailleurs ont été considérablement dégradées, mais ce sont surtout ceux à revenus modestes qui sont éprouvés plus durement..." Telle est une des remarques importantes des rédacteurs d'un rapport interne... de l'UGTA au début de l'année 1979. Ce rapport nous apprend que le salaire minimum vital devrait être de 1057 dinars (alors qu'il est théoriquement de 800 DA), que le pouvoir d'achat des smicards a chuté de 19 % entre 1978 et 1979 ; qu'un ouvrier qui se dépensait pendant 28 mn de travail pour acheter un sandwich et 86 mn pour un plat consommable devait fournir en 1978 respectivement 60 mn et 112 mn pour les mêmes marchandises !

Peut-être l'augmentation de 600 à 800 dinars, qui n'était pas encore totalement appliquée à l'époque de la rédaction de ce rapport, a-t-elle amélioré considérablement la situation des travailleurs ?

"L'examen rapide des indices d'évolution des salaires et des prix depuis 1976 montre une détérioration sensible du pouvoir d'achat compensée partiellement en 1977-début 1978, mais aiguisée plus profondément depuis le 2ème semestre 1978 et l'année 1979". (nous soulignons).

Les smicards ont-ils une situation meilleure ?

"Les salaires faibles utilisent la presque totalité de leur revenu à la consommation des produits et services nécessaires directement à la vie courante (légumes, pain, lait, savon, cigarettes, loyer, vêtements, articles scolaires, ...), et ce sont précisément ces produits qui ont le plus augmenté (sucre : 60 %, café : 200 %, dernièrement les légumes secs et les céréales). Cette fois-ci, c'est un autre rapport de cadres de l'UGTA réalisé au début de l'été 1979 que nous citons.

Y a-t-il meilleure preuve que le pouvoir bourgeois a une façon toute particulière de voir "la satisfaction progressive de l'ensemble des besoins des masses laborieuses" ?

QUI SOMMES - NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle de leur pays d'origine.

Il se veut aussi un moyen de contact avec ceux qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat, et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le capitalisme d'Etat, -solution de survie pour le capital, - ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle.

« Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, stalinien, et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE
QUE LEURS CHAINES,
ILS ONT UN MONDE A GAGNER."

(Le Manifeste Communiste").